

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 47 Octobre 2007

C'est sur nous que ça tombe

Trois millions d'années que l'homme est sur cette Terre. Qu'il cohabite avec des singes, des ours, des lions, des tigres, des loups, des éléphants... Ces animaux vont disparaître. Et il faut que ce soit sur nous que ça tombe ! Ça va arriver dans vingt, trente, quarante ans, pas davantage !

Sept mille ans que l'homme cultive les sols pour en tirer sa nourriture. « Croissez et multipliez », c'était le mot d'ordre. Ça l'est resté. L'homme a colonisé la planète, s'est installé dans les endroits les plus reculés, les plus inhospitaliers. Il y avait de la place pour tout le monde.

C'est il y a environ deux cents ans, seulement, que l'humanité a dépassé le milliard d'individus. Et a commencé à piocher massivement dans les trésors enfouis, et d'abord le charbon. Ces ressources semblaient inépuisables.

Il y a bien eu quelqu'un, à l'époque, pour attirer l'attention de ses contemporains sur « la tendance constante qui se manifeste dans tous les êtres vivants à accroître leur espèce plus que ne le comporte la quantité de nourriture qui est à leur portée ». Malthus (essai sur le principe de population, 1798) avait le tort d'avoir raison trop tôt. « Malthusianiste » est devenu presque une insulte.

Il a fallu encore plus d'un siècle pour doubler la population. C'est cela, une croissance exponentielle : lent au départ, puis la machine s'emballe.

C'est seulement vers le milieu du XXème siècle qu'on a commencé à pomper massivement le pétrole. L'aéronautique et l'automobile se sont développées.

1970 : près de 3,7 milliards d'humains ; 1980 : 4,4 milliards ; 1990 : 5,3 milliards ; aujourd'hui : 6,5 milliards. On pense (on espère) que la population va se stabiliser aux alentours de 9 milliards, vers 2050.

Saura-t-on nourrir cette population ?

Pas de problèmes, disent les éternels optimistes : il y a encore plein d'espaces inoccupés, des déserts, des forêts ; on peut augmenter les rendements, grâce aux engrais, aux pesticides, aux manipulations génétiques...

Oui, mais... il n'y aura plus de pétrole !

Pas de problèmes, répondent les éternels optimistes : on a du charbon pour 250 ans ; y a qu'à remplacer le pétrole par les agrocarburants ; et puis il y a le nucléaire (et on va pas tarder à trouver la machine qui n'aura presque plus besoin de carburant, et qui ne produira presque plus de déchets)...

Oui, mais... il y a le réchauffement climatique ! Désertification, disparition des glaciers (qui alimentent les fleuves), multiplication des phénomènes atmosphériques extrêmes (cyclones, inondations,...), montée du niveau des mers, apparition des maladies tropicales dans les régions jusque là tempérées, déplacements massifs de population...

Pas de problèmes, répondent les éternels optimistes : y a qu'à injecter le CO2 dans les sous-sols ; envoyer dans l'espace des millions de petits miroirs pour réfléchir les rayons du soleil ; ou des nuages de soufre pour les arrêter...

On vit une époque passionnante. N'oubliez pas d'éteindre la lumière en sortant.

Bonnes nouvelles

Etats-Unis. On assiste en ce moment aux Etats-Unis à un **retournement d'opinion assez radical de la part des économistes** : la mondialisation est désormais jugée coupable de faire perdre des emplois et d'accroître les inégalités salariales. Ce basculement du consensus intellectuel est d'autant plus saisissant qu'il est porté par des économistes qui s'affirment, et de longue date, comme des partisans du libre-échange.

Dans le numéro d'été de la revue *Foreign Affairs* deux économistes, parmi les plus libéraux, Kenneth F. Scheve et Matthew J. Slaughter (le second étant encore l'un des conseillers du Président Bush en février dernier) en viennent à conclure que **la seule solution est d'organiser une vaste politique fiscale de redistribution des richesses en faveur des perdants.** (*Christian Chavagneux, Alternatives économiques, septembre*).

L'enquête sur l'appartement de M. Sarkozy **classée sans suite** [*c'est une bonne nouvelle... en tout cas pour M. Sarkozy*]. Un particulier parisien avait saisi la justice à la suite des révélations du *Canard enchaîné* qui affirmait que M. Sarkozy avait acquis son duplex, en septembre 1997, avec un rabais d'« au moins 750 000 francs », et bénéficié de travaux gratuits. (*Le Monde, 13 octobre*).

Monde

Le téléphone mobile favoriserait les tumeurs cérébrales. Au-delà de dix ans d'utilisation d'un cellulaire, le risque de développer une tumeur cérébrale maligne –le gliome- du côté où l'appareil est porté à l'oreille serait multiplié par deux. (*Le Monde, 13 octobre*).

Abeilles. Bernard Vaissière, spécialiste de la pollinisation à l'INRA, n'exclut pas que les abeilles disparaissent : « le déclin se mesure désormais à l'échelle mondiale. S'il n'y a plus d'abeilles dans le monde, ce sera un bouleversement sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Actuellement, plus de 80% des espèces de plantes à fleurs dans le monde et 80% des espèces cultivées en Europe dépendent directement de la pollinisation par les insectes : des abeilles, pour l'essentiel. 35 % de la production de nourriture dépend des insectes. Les causes de la régression des abeilles sont connues : élimination de leurs sites de nidification, raréfaction des plantes qui leur fournissent nectar et pollen, maladies et parasites... Et surtout, épandage de pesticides. (*Le Monde, 14-15 octobre*).

Europe

Finlande. Une bonne idée dont on pourrait s'inspirer : les amendes y sont proportionnelles au revenu du contrevenant. [*Ben oui, une amende de 100 €, ça ne fait pas le même effet pour quelqu'un qui touche le RMI, ou pour un contribuable assujéti à l'ISF.*]

C'est ainsi qu'un automobiliste suédois, flashé à 67 km/h dans une zone limitée à 30 km/h, sur l'île finlandaise d'Aaland, a été condamné à payer 20 500 €. Cette somme correspond à 50 journées de travail. Et comme ce promoteur immobilier avait déclaré en 2006 290 000 € de revenu, sa journée de travail a été évaluée à 415 € par le tribunal d'instance d'Aaland. (*Le Monde, 28 août*).

France

Vers un coup d'Etat légal ?

En lui donnant des orientations bien précises, Sarkozy a chargé Balladur de réfléchir aux modifications à apporter à la Constitution. Celui-ci s'appête à remettre ses propositions. L'article 20, selon lequel « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », serait remplacé par « le président de la République définit la politique de la nation. Le gouvernement la met en œuvre. » (*Le Monde, 14-15 octobre*).

[*Et alors, n'est-ce pas ce qui se passe aujourd'hui ? Où est le problème ?*

Aujourd'hui, le dernier mot revient aux députés. Si dans leur majorité, ils ne partagent pas les orientations du président de la République, celui-ci est obligé de s'incliner. C'est arrivé plusieurs fois dans le passé, sous la présidence de Mitterrand (Chirac premier ministre en 1986, Balladur en 1993), et sous celle de Chirac (Jospin en 1997). On a appelé cette situation la cohabitation. Elle était inconfortable pour le Premier ministre, et encore plus pour le Président. Mais elle permettait aux Français de changer de politique sans attendre la fin du mandat du Président.

En 2002, le hasard du calendrier plaçait les élections législatives avant l'élection présidentielle. Lionel Jospin a pris l'initiative de changer le calendrier : c'était donner la suprématie au Président. En outre, dans le but de réduire le risque de ces cohabitations désagréables, il a fait modifier la Constitution pour ramener à cinq ans la durée du mandat présidentiel (et faire coïncider celle-ci avec celle de la législature).

Nous sommes donc presque dans un régime présidentiel. L'Histoire nous a montré le danger que peuvent présenter des hommes providentiels.

Qui sait si nous ne serons pas à nouveau, un jour, dans la situation où la majorité des députés ne soutient pas (ou plus) l'action du Président de la République ? On peut imaginer une majorité de quelques voix qui s'effrite, puis se renverse, à l'occasion d'élections législatives partielles ; une dissolution de la Chambre par le Président (c'est arrivé...) ; le décès ou l'incapacité du Président...

Dans ce cas, le dernier mot doit appartenir aux députés.

La question est grave. Ne laissons pas modifier en catimini les institutions. JPA]

Des affaires (juteuses). Et une affaire (d'Etat).

Les principaux dirigeants d'EADS (Aéronautique : A380), dont MM Forgeard et Lagardère, ont vendu leurs stock-options en mars et avril 2006, au moment où l'action était au plus haut ; en juin, un nouveau retard était annoncé dans la livraison de l'A380, et l'action chutait. L'Autorité des marchés financiers a identifié 1200 initiés, qui ont vendu plus de 10 millions de titres et empêché plus de **90 millions de plus-values**, et s'est concentrée sur 21 personnes (dirigeants d'EADS et de sa filiale Airbus) (*Le Monde, 4 octobre*).

« Si les faits sont avérés », s'est indignée Laurence Parisot, la présidente du Medef, « je n'ai que du mépris pour des gens qui se comportent ainsi ; c'est tout sauf des patrons ! »

Il ne s'agirait donc que de quelques brebis galeuses ? Le véritable scandale, écrit Denis Sieffert (*Politis, 11 octobre*), réside dans la mécanique d'un système qui permet à des patrons-actionnaires de s'enrichir indépendamment des résultats de leur entreprise, et de faire supporter tous les risques aux salariés. Car ne l'oublions pas, 10 000 suppressions d'emplois sont prévues à Airbus, dont plus de 4 000 en France.

Et quel est le gogo qui a acheté ces actions au prix fort ? **La Caisse des dépôts et consignations**, un établissement public qui a pour mission de financer le logement social, et qui **aurait perdu** dans cette affaire la bagatelle de **200 millions d'euros**. A l'insu du ministre de tutelle, Thierry Breton ? Même si la CDC est indépendante dans sa gestion, il sera difficile à l'Etat de justifier son absence de mise en garde auprès de cet établissement qui gère des fonds publics. (*Le Monde, 5 octobre*).

Justice de classe.

Fâcheux hasard du calendrier, alors même qu'éclatait le scandale EADS, la ministre de la Justice installait, le 4 octobre, le « groupe de travail sur la **dépénalisation de la vie des affaires** ».

Et le même jour, on pouvait dresser un **premier bilan de la loi sur la récidive**. Un parapluie volé dans une voiture ? Deux ans de prison ferme. Quelques euros dérobés dans un distributeur de boissons ? Deux ans ferme. L'achat de deux barrettes de cannabis pour une consommation personnelle ? Quatre ans ferme. Depuis l'entrée en vigueur de la **loi du 10 août**, qui fixe des peines planchers pour les récidivistes, **les sanctions tombent, disproportionnées, souvent absurdes**, distribuées de façon quasi automatique par des magistrats qui n'en peuvent mais, quoi qu'ils en pensent.

Le droit pénal procède par grandes infractions. Un vol avec effraction peut aussi bien qualifier le casse du siècle dans une grande joaillerie que le fait de fracturer un distributeur de boissons pour obtenir un peu de monnaie. La cession de stupéfiants peut être retenue pour un trafic international de trois tonnes d'héroïne comme pour la revente d'une barrette de cannabis sur le trottoir. Avant l'instauration des peines planchers, les magistrats prenaient en compte ces disparités en adaptant les peines à la gravité des faits. Avec la loi du 10 août, ce travail d'orfèvre est terminé : sauf exception, l'infraction suffit désormais à définir la peine.

Les conséquences sont prévisibles : la population carcérale va exploser, alors même qu'avec 60 000 détenus, les prisons françaises affichent déjà un taux de suroccupation de 130 %. Or chacun sait **que la prison est tout sauf un antidote à la récidive**, en particulier pour les petits délinquants.

Une justice automatique est une justice aveugle. Et une justice aveugle conduit, inévitablement, au déni de justice. (*Le Monde*, 13 octobre, éditorial, et article d'Ariane Chemin)

[Prison pour les voleurs de pommes, tapis rouge pour la délinquance financière ? Ainsi va la vie, au pays de Sarkozy...]

Big Brother. Des drones pour surveiller banlieues et manifestations : les responsables de la police réfléchissent au « commissariat du futur ». Michèle Alliot-Marie : « je compte tripler le nombre de caméras de vidéosurveillance d'ici fin 2009 ». Ce serait donc un million de caméras qui devrait être installées. (*Le Monde*, 12 et 13 octobre).

Big Brother multiplie les enquêtes d'opinion pour savoir comment faire avaler sa politique, quel vocabulaire, quels arguments, employer, comment dresser les Français les uns contre les autres... (*Le Monde*, 14-15 octobre).

Big Brother ordonne la lecture de la lettre de Guy Mocquet, jeune résistant, communiste, dans les classes. Et dans le même temps, met en œuvre le programme décrit par l'idéologue du patronat, Denis Kessler, dans un éditorial du journal « Challenge », le 4 octobre 2007 : **défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance**.

« Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde

Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. (...) Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !

(...) Désavouer les pères fondateurs n'est pas un problème qu'en psychanalyse. » Denis Kessler révèle enfin le programme secret de la présidence Sarkozy. Vertigineux ! Jamais encore, on n'avait osé révéler l'envers du décor avec autant de cynisme. (*repris de: Respublica n° 563*).

Silence, on démolit (le droit du travail)

Les négociations entre partenaires sociaux sur les réformes du contrat de travail et du marché du travail se sont ouvertes le mois dernier. Le Medef a une position simple : elle appelle à une réforme du contrat de travail permettant une « séparabilité » à l'amiable (comme dans un couple).

Or, tout le droit du travail, rappelle Philippe Frémeaux (*Alternatives économiques*, octobre), s'est précisément construit sur l'idée que **la relation de travail ne pouvait pas être assimilée à un contrat de droit commun, qui présuppose l'égalité des parties**. Faire comme si le contrat de travail établissait une relation égalitaire, c'est revenir, au nom de la liberté de chacun, au « renard libre dans le poulailler libre », jadis dénoncé par Marx.

Fermeture de tribunaux d'instance. La ministre de la justice fait un tour de France pour annoncer, région par région, des fermetures de tribunaux d'instance. [*Il faut bien faire des économies, quand on fait près de 14 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux très riches*]. Pourtant, comme l'explique l'unique juge du tribunal d'Etampes : « cette justice fonctionne bien, car elle est à taille humaine. Si on ferme trop de tribunaux d'instance, les justiciables ne viendront plus au tribunal, car il sera trop éloigné ». [*Mais n'est-ce pas en définitive le but recherché ?*] (*Le Monde*, 13 octobre).

Franchises médicales. « Avec les franchises, **les patients paient pour les patients** : c'est la double peine. Avec le déconventionnement des médecins dont les malades ne seraient plus remboursés, c'est la porte ouverte à la médecine de riches et aux assurances privées », explique une interne à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Les internes en médecine appellent à une grève illimitée. (*Le Monde*, 14-15 octobre).

Télécom. De nouveaux équipementiers émergent, en particulier les chinois Huawei et ZTE.

La décision annoncée en mars dernier du groupe de Shenzhen [Huawei] d'ouvrir un centre de recherche et développement à Lannion, dans les Côtes d'Armor, et un autre à Paris, destiné en particulier à la téléphonie mobile de troisième génération et à la convergence fixe-mobile montre clairement ses ambitions dans ce domaine. L'idée selon laquelle les pays riches continueraient à se distinguer dans la compétition mondiale grâce à leur avance technologique, face à des concurrents des pays émergents qui se spécialiseraient dans le bas de gamme apparaît donc de plus en plus illusoire. (*Marc Chevallier, Alternatives économiques*, septembre).

Gauche. « Nous n'avons pas perdu parce que nous étions trop à gauche, mais parce que nous avons manqué de cohérence », déclare Henri Emmanuelli, partisan d'un « grand parti de la gauche » allant au-delà des actuelles limites du PS. Son courant (NPS : Nouveau parti socialiste) tient mordicus à la règle (interne au PS) de la proportionnelle intégrale sans laquelle « le PS risquerait d'exploser ». Une remise en cause de ce principe serait porteuse d'une « présidentialisation » que récuse énergiquement l'aile gauche : elle refuse que le fonctionnement du parti soit dominé par les contraintes imposées par la désignation du candidat à l'Élysée. (*Le Monde*, 14-15 octobre).

Salut, et merci. André Gorz nous a quittés. Je me souviens encore que je me régalaient de ses articles éclairants et originaux, dans le *Nouvel Observateur* (dont il était cofondateur avec Jean Daniel), sous la signature de Michel Bosquet. Adieu au prolétariat ; Métamorphose du travail ; Misère du présent, richesse du possible : ses livres m'ont donné à réfléchir. Lisez les : ils vous aideront à mieux comprendre notre monde. JPA.

Quelques extraits :

« Le capital, qui n'a plus besoin et aura de moins en moins besoin du travail de tous, s'en a répétant que ce n'est pas lui, que c'est vous qui avez besoin de travail, et qu'il va se donner beaucoup de mal pour vous en trouver, procurer, inventer ». « **Jamais l'idéologie de la valeur travail n'a été aussi affichée que depuis qu'il est devenu précaire, flexible, intermittent, à durée, horaires et salaire variable, depuis qu'il cesse d'intégrer dans un collectif, de structurer le temps, d'être le socle sur lequel chacun peut construire son projet de vie** ».

La raréfaction du travail [liée à l'automatisation] ne s'est pas manifestée comme une libération. Le nouveau système a restauré les pires formes de domination, d'asservissement, d'exploitation, en contraignant tous à se battre contre tous pour obtenir ce « travail » qu'il abolit massivement. Il s'accompagne de misère, d'inégalités, jusqu'à **la haine de tous et la haine de soi**.

Tests ADN.

« Il y a de la haine dans cette course à l'ADN, de la haine des autres, de la haine de soi. On ne se respecte pas quand on manque ainsi d'humanité. » Salutaire cri d'indignation de l'éditorialiste du *Monde* (6 octobre), qui souhaite que notre législation soit préservée « de repoussantes dérives ». Le Comité d'éthique dénonce lui aussi « l'inscription dans la loi d'une identification biologique réservée aux seuls étrangers », qui fait de la filiation génétique « un facteur prédominant, en contradiction avec l'esprit de la loi française ».

Paris audacieux.

Paris : 3,5% de la population française, mais 7% des émissions de gaz à effet de serre. **Pour 2020, Paris projette de réduire de 25 % les émissions globales de CO2 de la ville** (par rapport à leur niveau de 2004) et de 30% celles du domaine municipal –bâtiments, véhicules, logements sociaux, éclairage public, etc.- dont la consommation serait couverte à 30 % par des énergies renouvelables.

Point clé, la rénovation des logements anciens. Sur les 100 000 immeubles de logement privés (1,3 millions d'appartements), plus de 85 % a été bâti avant 1975, date d'entrée en vigueur de la première réglementation imposant l'isolation des bâtiments. Les propriétaires seront incités à rénover, avec l'exigence de diviser la consommation d'énergie par trois ou quatre d'ici à 2050. Côté municipalité, 25 % des 220 000 logements sociaux (les moins isolés) seront réhabilités avant 2020. (*Politix*, 27 septembre).

Courrier des lecteurs

G. P. : Ne serait-il pas possible, et plus clair, de dire à quelle organisation (Attac par exemple) se rattache Citoyen du Monde à Montrouge, pour disposer, toujours par exemple, de mon adresse ? [*"Citoyen du monde à Montrouge" est une lettre mensuelle que je rédige à titre personnel, qui n'engage que moi, même si je suis par ailleurs animateur local d'ATTAC à Montrouge JPA*]. Il n'y a aucune hostilité dans mon propos, je suis membre d'Attac depuis 98, gauchiste et militant unitaire depuis que c'est à la mode.

Mais je trouve ahurissantes toutes ces initiatives qui partent dans tous les sens, chaque fois que Pierre, Paul ou Jacques ne trouve pas son compte dans ce qui lui est proposé et se découvre original en répétant à sa manière ce que chacun a déjà écrit ailleurs.

Serait-ce pour Jean-Paul Allétru, sans doute honorable citoyen que je n'ai pas l'honneur de connaître, une façon de créer sa petite plate-forme perso en vue d'une quelconque échéance locale ?

Pure médisance, sans doute, mais voilà le type d'interrogation que peut susciter une initiative d'obscur origine.

Si je ne doute pas de la bonne intention, je n'arrêterai pas de mettre en garde les auteurs de ces démarches supposées "citoyennes" contre le risque de confusion qu'elles entraînent, de type : "Mais à quel saint se vouer ?", si tant est qu'il y ait des saints dans ce bénié. (...)

Sur le même site, j'ai cherché en vain des informations sur les acteurs de CdM à Montrouge et sur un réseau national qui expliquerait comment, habitant dans le Gard, je devrais y trouver un quelconque intérêt. Ah si, j'oubliais ! Montrouge, c'est un peu Paris, d'où nous vient la lumière ? Je crois quand même avoir appris que le responsable du site avait quitté le PS au premier trimestre 2003. Pas perdu mon temps. Et j'ai calculé que j'avais dix ans de plus que lui. Il me doit le respect, même si je ne suis pas ingénieur des Mines.

En tout cas, merci de m'avoir ouvert les yeux sur le PS, je ne me serais jamais douté de ça ...

JCM réagit à l'édition du n° 46 : toujours aussi intéressant même si je ne suis pas d'accord avec tout.

La situation est grave, non parce que le PS est déboussolé, mais parce qu'ils ne servent plus de boussole à ceux qu'ils prétendent défendre ou simplement représenter (tout en continuant à prétendre détenir le monopole du bon, du bien, et du vrai).

Je ne sais pas si le gouvernement actuel est le gouvernement le plus réactionnaire depuis Pétain (par rapport au faux jeton Chirac c'est à voir), en tout cas il est clair que la disqualification totale des discours et des pratiques de gauche, à laquelle on assiste aujourd'hui, laisse le champ libre à la droite (si ce discours électoral pour les masses (qui n'est pas bien différent de celui de la droite en fait car il est : enrichissez vous sur le dos des patrons, au lieu de : devenez patron vous-même) auquel il ne croit pas un seul instant (pas plus que la droite au sien d'ailleurs, il suffit de remplacer le mot « revendication » par « compassion »), arrivé aux commandes il faut bien gérer les affaires courantes en montrant sa bonne volonté mais sans prendre les problèmes à bras le corps (ce qui est fatiguant et politiquement suicidaire). (...)

D'autres participent à la confusion en acceptant des missions officielles. Je ne serais pas aussi sévère avec les « traîtres » qui tournent le dos au parti des perdants (le Nord) pour faire (éventuellement, à juger sur pièce ...) œuvre utile au gouvernement [*même s'il leur arrive de trouver, sur certains points, la politique menée par ce gouvernement « dégueulasse », ils la cautionnent par leur présence . JPA*]. (...)

D'autres envisagent des alliances avec un « Centre » introuvable (car inexistant). Je ne suis pas d'accord. La seule chose intelligente que j'ai entendue durant cette campagne l'a été par Michel Rocard quand il a proposé entre les deux tours une alliance avec le centre pour faire obstacle au « gouvernement le plus réactionnaire depuis Pétain ». Evidemment c'était trop réaliste (c'était gagné) et trop contre la seule raison d'être qui reste au PS : sa pureté sectaire.

Au pouvoir, le PS a parfois, au nom d'une soi-disant « culture de gouvernement », montré plein de zèle à enfiler les habits et les thèmes de la droite, qu'il s'agisse de privatisations, de baisses d'impôts ou d'immigration. Je crois qu'on touche là le point aveugle du PS : comme il prend le pouvoir grâce à un discours électoral pour les masses (qui n'est pas bien différent de celui de la droite en fait car il est : enrichissez vous sur le dos des patrons, au lieu de : devenez patron vous-même) auquel il ne croit pas un seul instant (pas plus que la droite au sien d'ailleurs, il suffit de remplacer le mot « revendication » par « compassion »), arrivé aux commandes il faut bien gérer les affaires courantes en montrant sa bonne volonté mais sans prendre les problèmes à bras le corps (ce qui est fatiguant et politiquement suicidaire). (...)

La majorité du Parti socialiste semble s'être ralliée au néo-libéralisme économique, et ne prétend plus qu'à en panser les plaies. Rien ne la distingue alors fondamentalement, sinon une subtile question de dosage (une pincée supplémentaire de social...) , de la droite. Du coup, les électeurs s'y perdent. Je crois malheureusement que le PS se rallie au néo-libéralisme car il n'a aucune pensée de rechange (ou aucune pensée du tout, simplement). En effet la référence au socialisme historique est devenu du folklore (même Sarkozy se réclame de Jaurès !). Par rapport à la situation de la fin du XIX^{ème} siècle le monde est complètement changé : le patron de la boîte est son banquier, la TV est plus efficace que la police, les gens sont écrasés non plus par la dépossession des moyens de production mais par la dépossession des moyens de comprendre dans quelle galère on les fait ramer.

[La question écologique] c'est la nouvelle doxa : ces phénomènes nous dépassent, faisons semblant d'en être l'organisateur... Elle ne suffit pas, de toute façon, pour structurer le débat politique : c'est toujours mieux et plus mobilisateur que de vouloir ressusciter Guy Mollet.

Solidarité, justice, égalité, fraternité, épanouissement personnel : ce [dernier] point peut être en contradiction avec les quatre précédents... tout le problème social est là.

Mondialisation : Il est tout à fait illusoire d'empêcher cette machine infernale lancée à l'échelle de la planète de créer des inégalités, car son seul moteur est l'inégalité précisément (c'est comme une machine de Carnot : sans la source chaude ou sans la source froide, elle s'arrête).

N. B. : Merci de ce message. Vous semblez vous préoccuper essentiellement d'économie.

Responsable du mouvement de la paix à Malakoff je me préoccupe des aspects de politique étrangères, paix et désarmement. Hier [22/9] c'était la journée internationale de la culture de paix. On n'en a guère parlé. Pourtant il y aurait bien des économies à faire sur les armements nucléaires.

Il existe un site qui recense les incitatives prises à cette occasion www.2septembre.org et un site du mouvement de la paix.

Pour le moment, nous sommes préoccupés par ce qui se passe en Palestine et par l'Iran.

Réunion publique : ATTAC 92 (groupe de proximité de Montrouge) a le plaisir de vous inviter à une réunion-débat publique, gratuite et conviviale, le vendredi 9 novembre à 20h30 au café du 7, rue Sadi Carnot (Montrouge), sur « **Le défi des épidémies modernes (Comment sauver la Sécu en changeant le système de santé ?)** » avec André Cicoella.

André Cicoella est chercheur en santé environnementale et président de la Commission Santé des Verts. Il est l'auteur de Alertes Santé (avec Dorothée Benoît-Browaëys, Fayard, 2006).

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.